

Info-placements

Numéro 1

Les marchés de capitaux

Au sujet d'Info-placements :

Info-Placements est une publication du Centre d'initiation au placement du Canada, un organisme indépendant sans but lucratif. Le Centre a pour mission d'aider les gens comme vous à prendre des décisions de placement éclairées.

Le CIP travaille en étroite collaboration avec l'Institut canadien des valeurs mobilières – l'organisme d'éducation officiel du secteur des valeurs mobilières – et d'autres organismes réputés afin de s'assurer de l'exactitude et de l'impartialité de ses publications et programmes.

Le présent numéro d'Info-Placements fait partie d'une série continue qui complète les nombreux autres programmes et services de formation en placement offerts par le CIP, lesquels comprennent des publications, des séminaires ainsi qu'un centre de documentation.

Pour plus de renseignements, téléphonez à l'un des bureaux du CIP indiqués à l'endos du présent bulletin. Notre personnel se fera un plaisir de répondre à toutes vos questions!


**Centre
d'initiation au
placement**
DU CANADA
www.investorlearning.ca/francais

«Capital» est-il simplement synonyme d'«argent»?

Pas tout à fait, car vous ne pouvez avoir de capital dans vos poches! Le capital est le montant que vous mettez de côté, le cas échéant, après avoir payé tous vos comptes et acheté tous les biens dont vous avez besoin ou que vous désirez. Lorsque vous avez accumulé de l'épargne, vous avez un capital que vous pouvez faire fructifier.

Cela peut se faire de plusieurs façons. Les gens déposent souvent leur épargne à la banque et encaissent les intérêts que rapportent ces dépôts. Vous pouvez aussi acheter un bien que vous espérez vendre plus tard à un prix plus élevé. Un tableau ou une maison augmente souvent de valeur (contrairement à la plupart des automobiles!). La différence entre le montant que vous avez payé et le prix auquel vous vendez constitue un *gain en capital*.

«Investir», c'est faire travailler votre argent de manière à ce qu'il fructifie. Lorsque vous placez votre argent de sorte que les utilisateurs de vos capitaux puissent en profiter et en faire profiter d'autres personnes, vous faites alors ce que l'on appelle un investissement *productif*.

Le présent bulletin expose les grands principes d'un investissement productif. Il y a un investissement productif lorsque l'épargne est acheminée sur les marchés de capitaux du Canada, où se négocient les actions et les obligations. C'est ce type particulier d'investissement qui stimule l'économie et crée des emplois.

Qu'est-ce qu'un marché des capitaux?

Expliquons d'abord ce qu'est un marché. Un marché est simplement un lieu où se rassemblent des gens dans le but de vendre et d'acheter des biens. Le marché de produits alimentaires où vous allez le samedi matin en est ici un exemple. Les marchés se tiennent généralement à un endroit et à un moment déterminés de manière à attirer le plus grand nombre possible de personnes. Les acheteurs

disposent d'un vaste choix et peuvent «magasiner» pour s'assurer d'obtenir les meilleurs prix. Les vendeurs, quant à eux, ont l'avantage de rejoindre ainsi très facilement un grand nombre d'acheteurs, ce qui leur fait économiser à la fois temps et argent.

Un marché des capitaux fonctionne exactement de la même manière. Les gens qui ont de l'argent à investir sont mis en contact avec ceux qui ont besoin d'argent pour financer une entreprise et qui sont prêts à payer ce qu'il faut pour avoir le privilège d'utiliser cet argent.

Bien entendu, les gens ne se rendent pas réellement au marché pour échanger des capitaux avec d'autres personnes moyennant certains frais. Ils achètent à la place des actions, des obligations ou d'autres titres qui représentent cet échange. Ce faisant, ils acheminent leur argent vers ceux qui ont besoin de capitaux.

Le marché des capitaux est formé de l'ensemble des fournisseurs et des utilisateurs de capitaux, de tous les produits financiers – telles les actions et les obligations – qui permettent le transfert des capitaux, et de tous les gens, organismes et entreprises qui soutiennent le processus.

Qui sont les fournisseurs de capitaux : des gens comme vous et moi?

Vous prenez part au marché des capitaux aussitôt que vous avez un peu d'épargne à la banque. Il en est ainsi parce que la banque prend votre argent et le prête à des personnes ou des entreprises qui ont besoin d'emprunter. La banque vous paie pour ce droit d'utiliser votre argent, mais elle réalise un profit sur la différence entre le montant

En
investissant
votre épargne
sur le marché
des capitaux,
vous aidez à
stimuler notre
économie et à
créer des
emplois.

qu'elle vous verse et le montant qu'elle perçoit des emprunteurs. Vous ne pourrez jamais faire fortune ni battre l'inflation si vous laissez votre argent dans un compte d'épargne à la banque! Il n'en demeure pas moins que les comptes d'épargne sont faciles d'accès et présentent peu de risques.

Bien des gens préfèrent toutefois investir directement sur les marchés de capitaux pour tenter d'obtenir un meilleur rendement. Malgré tous les mythes susceptibles de décourager les profanes de s'engager sur le marché, par exemple les croyances selon lesquelles tous les titres sont risqués ou qu'il faut être riche pour investir, les Canadiens sont nombreux à investir dans les actions et les obligations. Environ deux tiers des Canadiens investissent dans des actions ou des obligations. Chaque personne qui investit est importante pour

les marchés de capitaux. Un marché qui attire de nombreuses personnes est beaucoup plus efficace qu'un marché ne comptant que quelques acheteurs et vendeurs. Les prix y sont plus compétitifs et les gens peuvent y conclure des affaires beaucoup plus rapidement.

Précisons toutefois que les plus gros investisseurs ne sont généralement pas des particuliers. L'épargne accumulée par de nombreuses personnes est regroupée et gérée par un gestionnaire de fonds professionnel. Ces groupements de capitaux sont appelés *fonds institutionnels*. Les organismes de placement collectif sont un exemple de fonds institutionnels. Les particuliers placent leur argent directement dans ces fonds. Il se peut aussi que vous investissiez sans le savoir. Les caisses de retraite, par exemple, investissent les sommes que vous versez au régime de retraite de votre employeur ou à votre REER.

De nombreux
Canadiens
investissent
sur les
marchés de
capitaux
malgré les
mythes selon
lesquels il faut
absolument
être riche pour
investir et que
toute valeur
mobilière
comporte des
risques.

Les fonds institutionnels de ce genre sont très actifs sur les marchés de capitaux d'aujourd'hui.

Les marchés offrent aussi de multiples possibilités aux investisseurs étrangers. Les gros investisseurs de par le monde peuvent parfois obtenir de meilleurs rendements au Canada que dans leur propre pays, en particulier lorsque la conjoncture économique est plus favorable ici.

Qui utilise les capitaux que j'investis?

Les gouvernements et les entreprises sont les principaux utilisateurs de capitaux. Leur administration et leur exploitation coûtent très cher. Ils ont donc besoin d'une source de capitaux facilement accessible.

Pourquoi les gouvernements ont-ils besoin d'argent?

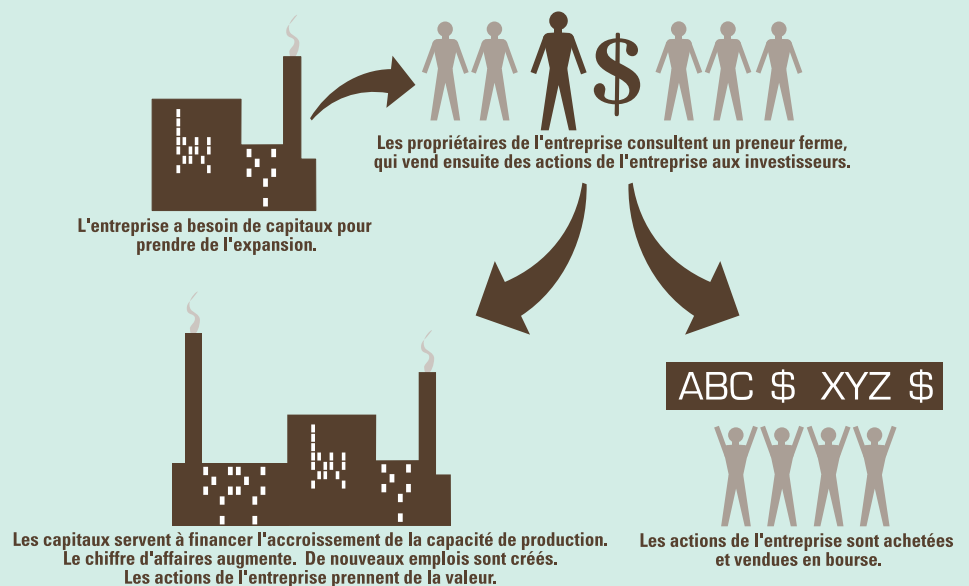
Les trois ordres de gouvernement, soit le fédéral, les provinces et les municipalités, ont besoin d'argent pour financer les services publics offerts à tous les Canadiens. Les écoles, les universités, les hôpitaux, les services sociaux, l'assurance-chômage, la voirie, l'enlèvement des ordures, etc. sont tous des services financés avec les deniers publics. Les dépenses des gouvernements se divisent en deux grandes catégories : les

projets d'investissement, soit les importants projets de construction qui serviront aux Canadiens pendant de nombreuses années, et les *services sociaux* tels les rentes du gouvernement et les programmes de bien-être social destinés à venir en aide aux Canadiens. En outre, les gouvernements doivent payer beaucoup d'intérêt sur les sommes qu'ils ont déjà empruntées.

Les gouvernements s'y prennent de différentes manières pour se procurer les capitaux devant servir à financer les projets d'investissement et les services sociaux. Les impôts et les taxes que nous payons constituent une importante source de fonds. Malheureusement, les gouvernements ne réussissent pas toujours à équilibrer leur budget, et leurs dépenses dépassent parfois leurs recettes. Lorsque cela nous arrive, à vous et à moi, nous devons trouver un moyen de combler la différence. Nous pouvons emprunter de l'argent ou vendre des biens. Les gouvernements font exactement de même.

Lorsque les
gouvernements
et les
entreprises
émettent des
obligations, ils
empruntent
notre argent.

Processus de prise ferme



Comment les gouvernements empruntent-ils?

Les gouvernements ne peuvent pas s'adresser à la banque comme nous le faisons tous. Aucune banque n'a suffisamment d'argent en réserve pour répondre à leurs besoins! Or, cela n'empêche quand même pas les gouvernements d'emprunter. Toutefois, plutôt que d'emprunter à la banque, ils s'adressent au grand public.

Ils empruntent essentiellement en émettant des obligations. Sur le marché des valeurs mobilières, les obligations sont appelées «*titres d'emprunt*». Une hypothèque résidentielle est aussi un titre d'emprunt. Les titres d'emprunt sont simplement des reconnaissances de dette qui décrivent les conditions d'un contrat conclu entre un emprunteur et un prêteur. Ces conditions comprennent généralement une promesse de remboursement intégral dans un certain délai, ainsi que le détail du coût de l'emprunt.

Les gouvernements n'ont pas à offrir de garanties pour leurs emprunts, mais les particuliers et les grandes sociétés qui émettent des obligations sont censés donner certains biens en garantie de ces emprunts, par exemple une maison, afin de protéger le prêteur en cas de défaut de leur part. Les gouvernements reçoivent un traitement spécial parce qu'ils ont le pouvoir de lever des impôts pour rembourser leurs dettes. Voilà qui constitue toute une garantie!

Est-il possible que les gouvernements empruntent trop d'argent?

Certainement. Lorsque vous et moi sommes trop endettés, le coût des intérêts à payer sur ces emprunts peut réellement contribuer à abaisser notre niveau de vie. Nous essayons alors de nous libérer de nos dettes et modérons nos dépenses. Si nous décidons d'utiliser nos cartes de crédit pour nous offrir des vacances, nous savons que cela nous coûtera cher.

Aujourd'hui, les gouvernements ont accumulé une dette énorme et un lourd fardeau d'intérêts à payer. Pendant de nombreuses années, les divers ordres de gouvernement au Canada ont dépensé plus d'argent qu'ils n'en touchaient, créant ainsi des déficits budgétaires.

À cause du fardeau de la dette, les gouvernements ont moins d'argent à consacrer à des programmes productifs et à des biens et services dont profiteraient tous les Canadiens. De plus, une bonne partie des intérêts sont versés à des investisseurs étrangers, puisqu'un grand nombre d'obligations sont vendues à l'extérieur du Canada. Cette situation est d'autant plus dommageable pour l'économie canadienne qu'il est peu probable que ces investisseurs étrangers dépensent au Canada le revenu d'intérêt qu'ils reçoivent.

De toute évidence, les gouvernements ont la responsabilité de contrôler leurs dépenses et de faire des emprunts productifs. Il en va de la santé même de notre économie.

Lorsqu'ils sont à court de liquidités, les gouvernements ne feraient-ils pas mieux de vendre des biens plutôt que d'emprunter?

Malheureusement, les gouvernements n'ont que peu d'éléments d'actif à vendre. Les gouvernements fédéral et provinciaux possèdent des terrains, mais sur la plupart d'entre eux il y a des routes, des aéroports ou des parcs, ou encore, ces biens-fonds ne peuvent être mis en vente. Les gouvernements peuvent vendre des droits d'exploitation forestière, des droits miniers ou autres, mais des facteurs tel l'environnement les empêchent d'exploiter les ressources naturelles canadiennes comme ils le voudraient.

Certains éléments d'actif peuvent toutefois être vendus. Les gouvernements possèdent des entreprises que l'on appelle des *sociétés d'État*. Contrairement aux sociétés ouvertes, ces sociétés n'ont pas à être rentables pour survivre. Comme elles ont souvent pour mandat de servir les intérêts du public, leurs coûts d'exploitation sont souvent accrus. Il

peut arriver que le gouvernement ne juge plus nécessaire que certaines activités soient exercées par une société d'État pour que les intérêts du public soient servis. Dans un tel cas, le gouvernement peut vendre la société et se procurer ainsi des fonds. Cette opération s'appelle «*privatisation*», et c'est ce qui a été fait notamment dans le cas des sociétés Air Canada et Petro Canada.

Malgré tout, les gouvernements ont principalement recours à l'émission d'obligations pour financer les programmes publics.

Pourquoi les entreprises ont-elles besoin de capitaux?

Les entreprises sont les autres grands utilisateurs de capitaux. Les entreprises doivent en effet injecter des capitaux à plusieurs reprises au cours de leur cycle de vie. Tout d'abord, elles ont besoin de capitaux de lancement. Même l'entreprise à domicile la plus modeste a des achats à faire ... un bureau, un classeur, peut-être aussi un ordinateur et un logiciel. Les entreprises manufacturières naissantes ont besoin, quant à elles, de capitaux de lancement plus considérables pour payer tout ce qu'elles doivent acquérir, des matières premières à la machinerie. Qui plus est, il s'écoule souvent une longue période avant que l'entreprise ne commence à générer des revenus, aussi est-il important qu'elle dispose des ressources nécessaires pour traverser cette période de démarrage.

Dès qu'une société est prête à prendre de l'expansion, elle doit injecter à nouveau beaucoup de capitaux. Peut-être veut-elle agrandir ses usines ou accroître sa capacité de production afin de répondre à une demande plus forte. Peut-être son équipement actuel est-il désuet. Les sommes en cause dépassent souvent les profits que touche la société. Ces dépenses constituent toutefois un bon investissement puisqu'elles aident l'entreprise à faire plus de profits.

Une entreprise doit également avoir des fonds suffisants pour rembourser ses emprunts et payer l'intérêt sur ces emprunts.

Qu'arrive-t-il si l'entreprise ne peut pas se procurer l'argent dont elle a besoin?

Les entreprises qui n'arrivent pas à se procurer les capitaux dont elles ont besoin ne

Les gouvernements empruntent pour financer les projets d'immobilisations et les programmes sociaux que les impôts et les taxes n'arrivent pas à couvrir.

peuvent poursuivre leurs activités ou doivent demeurer très petites. La plupart des gens n'ont pas les ressources nécessaires pour financer entièrement le lancement et l'exploitation d'une entreprise, du moins pas pour longtemps.

Il est important, pour notre économie, que les entreprises prometteuses ne stagnent pas simplement parce qu'elles manquent de fonds. Les entreprises fournissent les biens et les services qui nous permettent de vivre confortablement et d'être productifs. Les entreprises créent aussi des emplois. De fait, la petite entreprise a toujours été au Canada le principal créateur d'emplois.

Lorsque les entreprises sont privées de capitaux, elles cessent de se développer et de prendre de l'expansion, les emplois disparaissent et l'économie stagne. Lorsque vous placez votre épargne sur le marché des capitaux, vous stimulez la croissance et le développement et vous faites un investissement productif dans la santé de l'économie.

Comment une entreprise peut-elle se procurer des capitaux?

Pour qui veut mettre sur pied une entreprise, la manière la plus simple de se procurer de l'argent est d'emprunter à des amis, à la famille ou à la banque. Lorsque l'entreprise grandit, la banque continue de lui fournir des fonds pour soutenir sa croissance.

L'entreprise peut financer son expansion à même ses profits, s'il en est. Les profits réinvestis dans l'entreprise s'appellent *bénéfices non répartis*, et il s'agit là d'une importante source de capitaux pour les entreprises de toutes tailles.

Pour se procurer de l'argent, l'entreprise peut aussi vendre une part de sa propriété ou des actions de son capital-actions. Si elle choisit de vendre des actions, tous les acheteurs deviennent ainsi copropriétaires de l'entreprise. Ils détiennent des *titres de participation* dans l'entreprise, «titres de participation» étant tout simplement une autre expression pour désigner les *actions* de l'entreprise.

Les grandes sociétés peuvent aussi emprunter en émettant des titres d'emprunt tels que des obligations.

Si j'investis sur le marché des capitaux, dois-je comprendre que je prête mon argent au gouvernement ou à une entreprise ou que

j'acquière une participation dans une entreprise?

Exact. Vous avez ici le choix d'acquérir des actions ou des obligations. Votre décision dépendra d'un certain nombre de facteurs.

Quelles sont les principales différences entre les actions et les obligations?

Lorsque vous achetez une obligation ou un autre titre d'emprunt, vous prêtez votre argent. Cela signifie que vous êtes un créancier, c'est-à-dire quelqu'un à qui l'on doit de l'argent. Il faut donc vous rembourser en entier et vous verser des intérêts. Si la société fait faillite, vous avez un droit sur les éléments d'actif qui n'ont pas été liquidés.

À titre d'actionnaire, vous détenez une partie de la société et cela vous donne différents droits, tel le droit de prendre part aux bénéfices et à la croissance de la société. Toutefois, si la société fait faillite, votre droit sur les biens qui restent prend rang après les droits des créanciers. Cette position subordonnée fait augmenter légèrement le risque de votre placement, quoique cela dépend de l'action particulière que vous songez à acheter.

Les obligations et d'autres titres d'emprunt vous procurent de l'intérêt ou un certain *revenu fixe*, c'est-à-dire que vous

Lorsque vous achetez une obligation ou un autre titre d'emprunt, vous prêtez votre argent.

savez exactement combien vous recevrez pour avoir prêté votre argent, et à quel moment vous toucherez ce revenu.

Les actions, en revanche, ne rapportent pas de l'intérêt puisque vous ne prêtez pas d'argent à l'entreprise. Il est toutefois possible qu'un *dividende* vous soit versé. Bien que semblable à l'intérêt, en ce qu'il constitue un revenu régulier, le dividende représente en fait une quote-part des bénéfices de l'entreprise. Certaines catégories d'actions versent toujours un dividende, tandis que d'autres n'en versent pas. La fréquence des dividendes dépend souvent de la situation financière de l'entreprise. Avec certaines actions, vous espérez que la valeur de l'entreprise augmentera et que votre quote-part croîtra proportionnellement. Si vous vendez ces actions, vous réalisez alors un profit ou un *gain en capital*.

Comment savoir quoi acheter?

Ce sont vos besoins particuliers comme épargnant qui détermineront si vous devez acheter un titre d'emprunt ou une action. Désirez-vous obtenir un revenu régulier? Quel niveau de risque êtes-vous prêt à assumer? Combien d'argent pouvez-vous investir?

En lisant les autres bulletins *Info-Placements*, vous aurez une meilleure idée des produits qui sont offerts sur le marché. Vous y verrez également dans quelle mesure ces produits vous conviennent. Mais d'abord, vous devez savoir comment fonctionne le marché des valeurs mobilières. Vous trouverez cette information dans le bulletin *Info-Placements* portant sur le système de marché.



INSTITUT
CANADIEN
DES VALEURS
MOBILIÈRES

www.csi.ca



Centre
d'initiation au
placement
DU CANADA

www.investorlearning.ca/francais

Centres de documentation du Centre d'initiation au placement du Canada

Toronto
121 King St. W., Ground Floor
Toronto, ON, M5H 3T9
Tél. : (416) 681-2193 Téléc. : (416) 364-3262

Calgary
Suite 200, W.R. Castell Central Library
616 Macleod Trail S.E.
Calgary, AB, T2G 2M2
Tél. : (403) 269-9923 Téléc. : (403) 269-9924

Le Centre d'initiation au placement du Canada est le seul organisme indépendant sans but lucratif au Canada qui a pour mandat exclusif d'offrir au grand public des renseignements désintéressés sur le placement. Il est financé au moyen des revenus tirés des programmes qu'il offre à coût modique et d'une subvention de l'Institut canadien des valeurs mobilières, l'organisme national de formation dans le secteur des valeurs mobilières.

Numéro sans frais : 1 888 452-5566

Bureaux de l'ICVM

Montréal
1, Place Ville-Marie, bureau 2840
Montréal, (Québec), H3B 4R4

Halifax
1791 Barrington St., TD Centre, Suite 1620
Halifax, NS, B3J 3K9

Toronto
121 King St. W., 15th Floor
Toronto, ON, M5H 3T9

Calgary
355 - 4th Ave. S. W., Suite 2330
Calgary, AB, T2P 0J1

Vancouver
650 West Georgia St., Suite 1350
P.O. Box 11574
Vancouver, BC, V6B 4N8